



Les intérêts nationaux priment

Ce matin la température a été prise du côté des conseils des ministres (TTE et JAI). L'équipe journalistique a interrogé les deux président.e.s, ainsi que plusieurs ministres pour obtenir différents points de vue.



© Eva Eustache

Du côté du **conseil TTE**, son président, **M. Ghazi Rifai**, nous a fait part de ses premières impressions. **La première journée fut plus mouvementée que prévu**. Même si initialement la présidence voulait débattre sur les questions tarifaires, thème qui intéresse la majorité des Etats, **une grosse aparté a été faite sur les définitions du champ d'application du texte**. Beaucoup d'États n'étaient pas satisfaits du champ, ce qui a fait naître **des débats très chauds et houleux dans le Conseil**, même venant parfois d'États mis de côté. Suite à ces forts débats sur des questions qui peuvent parfois paraître "banales", des compromis ont pu être trouvés. La présidence hongroise, ayant de nombreux points communs avec les pays de l'Est, s'est retrouvée avec **des alliés et adversaires parfois inattendus**. M. Rifai évoque notamment son entente avec l'Italie ou encore la Suède avec lesquels il a trouvé plusieurs très bons compromis et accords. Tandis que, de l'autre côté de la table, des pays comme **l'Estonie ont monté une petite opposition que la présidence a qualifié de « surprenante »**. La présidence espère trouver un espace commun de travail et qui portera ses fruits, par la suite avec tous les ministres.

Pour revenir plus en détail sur les alliances et désagréments avec les pays, nous sommes allés interroger les ministres concerné.e.s. En effet, **Mme Kleinsorge, ministre des transports de l'Estonie** nous a fait part de son **désaccord avec la présidence hongroise au sujet de la Russie**. La Hongrie ne serait pas opposée à travailler avec ce pays **« qui est une force anti-démocratique qui menace l'Europe »**, selon l'opposition. Ce désagrément n'a été que de courte durée, le Conseil souhaite surtout se concentrer sur l'obtention d'un système ferroviaire commun en Europe.

La ministre de la Suède, Mme Noviello, qui semblait s'être mise d'accord avec la présidence a tenu à clarifier la situation. Pour elle, les négociations et les compromis avancent, mais il faut surtout **mettre en place une bonne transition environnementale** et également **créer un marché unique compétitif**. Pour la suite des débats, la Suède souhaite demander des éclaircissements à la commission et ainsi, mieux comprendre le texte pour adopter des positions claires.



PERSPECQUETIVE

Mercredi 31 juillet 2024 • 26e année • N° 3 • Québec



© Alexis Mercier

Mme Wetter, présidente du Conseil Hongrois en formation "Justice et affaires internationales", annonce fièrement, **la prépondérance des intérêts nationaux** au sein d'une grande majorité des gouvernements !

Les débats de la veille du Conseil se sont concentrés sur le contenu de **la protection internationale**, l'accès et le droit au logement ainsi que le marché du travail pour les réfugiés. En tant que présidente du Conseil, elle a exprimé sa satisfaction quant à **l'engagement des ministres**, très productifs !

Les intérêts nationaux au coeur du débat

Les **intérêts nationaux** sont plus que jamais au coeur des préoccupations. Toutefois, n'oublions pas que Madame Wetter n'est pas seulement présidente, mais aussi femme politique sous Orban ! La position de la présidence hongroise n'est pas surprenante car la **Hongrie** a toujours mis en avant ses intérêts nationaux.

Un Conseil intransigeant face à une commission LIBE dépassée ?

La débat sur la priorité nationale a une fois de plus souligné à quel point les intérêts nationaux sont cruciaux pour la constitution de **la politique européenne**. De plus, cela a naturellement eu des répercussions sur la position du Conseil concernant le texte sur la migration.

“

Nous allons être intransigeants, nous avons nos lignes rouges, elles sont claires contrairement à la commission LIBE qui a l'air de découvrir le texte un petit peu à la volée [...]

Marianne Wetter

”

D'après Mme Wetter, le **Conseil** "a une place absolument fondamentale", où rien ne se passera sans son accord.

Une chose est sûre : **le trilogue à venir annonce des discussions riches et intenses !**



Commission TRAN : un hémicycle soporifique !



© Eva Eustache

La commission TRAN a débuté par des discussions rythmées par les lobbyistes : **Greenpeace** et **Climate Action Network**. Ils veulent préserver l'environnement et considèrent le ferroviaire comme un moyen de transport respectueux de l'environnement. Ils sont en faveur de la directive. Certains, dont ID et le PPE, ont soulevé la question du "qui paye ?" ce projet au montant de plus de **1000 milliards d'euros**. Contrairement à la commissaire, les lobbyistes ont chiffré un budget et ont mis en avant un nombre d'organismes européens pouvant potentiellement subventionner ces projets.

S'en est suivi les premiers tours de parole autour des considérants et premiers articles de la directive. Les discussions se sont montrées plus ou moins constructives : proposer une définition du "transport accessible", rendre la définition de déplacement pendulaire plus globale, modifier la date limite d'atteinte de la neutralité carbone, ...

L'hémicycle a vivement réagi après la réaction de la **députée Léonard** (CRE) suite au propos du **député Rivest** (S&D). Il incitait la CRE à pouvoir s'entendre pour aider les citoyens européens dans l'accès au transport.

Il a notamment manifesté l'intérêt d'**aider les personnes sans domicile fixe** à avoir un meilleur accès aux transports. La députée Léonard a vivement répondu : **"On a pas la même vision du mot citoyen"** Toute la matinée des échanges à propos des personnes sans domicile fixe ont pris place dans l'hémicycle jusqu'à parfois **exclure le thème principal du texte : les transports !**



PERSPECQUETIVE

Mercredi 31 juillet 2024 • 26e année • N° 3 • Québec



© Eva Eustache

La discussion a continué avec **l'article 3** sur l'accès gratuit aux transports pour aller voter. La droite a manifesté son projet de **le rendre caduc**. Pour elle, une partie de la population peut voter en ligne, une autre se déplacer sans transport, notamment les SDF qui ont bien assez de temps pour se déplacer à pied. S&D s'est montré choqué par les propos tenus. Il faut considérer le transport comme un droit pour tous. **La rapporteure Chikhouné** a conclu : **"Voter en ligne, allez dire ça aux SDF" !**

L'après-midi, les députés ont poursuivi leurs débats à propos de **l'accessibilité et de l'investissement**. Les députés, calmes, ont échangé pour proposer leurs idées. Quelques échanges épineux ont eu lieu entre ID et les Verts. Le **député Antoine** (ID) a **dénoncé l'article 11** relatif au télétravail, s'indignant de **voir la gauche tuer le travail** alors qu'elle en faisait la promotion sociale avant. Indignation par laquelle la **députée Paska** (Verts) a répondu :

“

Il faut vivre avec son temps et non pas parler d'un temps que les moins de 50 ans ne peuvent pas connaître.

Députée Paskia (Verts)

”

Le **député Toffoli** (PPE) a ajouté que **la droite "ne comprend jamais rien aux réalités modernes"**

La commission a ensuite entamé des discussions concernant le **développement d'un système respectueux de l'environnement**. Encore une fois, les députés ont pu exposer leurs différents points de vue tout en appelant **Renew Europe à se réveiller** alors resté très muet depuis le début des débats. Une commission parfois un peu trop calme, au point que la **Présidente Colin bafoue l'appel de députés** en se trompant entre "Monsieur" et "Madame".

Les débats se sont conclus par **l'intervention de la présidence hongroise de la formation du Conseil TTE**. Le **président Rifaï** a expliqué transposer géographiquement l'application de cette directive. Affaire à suivre !



Changements dans les rues et réfugiés méconnus

Les commissions ont à peine repris leur travail que les discussions intenses sur la politique d'asile et de migration dominent déjà les débats.

La réaction à l'histoire de Leïla de Kaboul, une jeune fille réfugiée, présentée par les représentantes d'intérêts **Amnesty International** et la **Croix-Rouge**, est extrêmement divergente : la gauche applaudit, tandis que la CRE propose que Leïla de Kaboul se dirige plutôt "vers Bangkok ou Delhi, jugées plus proches de sa patrie".

Cependant, cette proposition ignore une réalité cruciale : la majorité des réfugiés d'Afrique et d'Asie ne se dirigent pas vers l'Europe, mais trouvent refuge dans les pays voisins. Selon les données du HCR, **trois quarts des personnes en fuite** dans le monde trouvent protection dans des États à faible ou moyen revenu, et dans sept cas sur dix, ces pays d'accueil sont des voisins.

Des changements dans les rues ?

Le groupe politique ID a exprimé une première empathie pour le sort de Leïla de Kaboul mais a rapidement souligné



© Léa Filleul

que la majorité des réfugiés qui arrivent en Europe sont des hommes, ce qui aurait modifié les "rues" et entraîné des craintes pour les femmes. Une députée du groupe The Left a vivement réagi : **« 70% des viols viennent des personnes que l'on connaît et comme vous ne vous ouvrez pas aux immigrés, ne vous inquiétez pas. »***

Il est vrai que la majorité des demandeurs d'asile en Europe sont des hommes, représentant 71 % des demandes en 2022 (Agence de l'Union européenne pour l'asile).

Les **expert.es** expliquent que, dans de nombreux pays, les hommes, étant souvent les principaux pourvoyeurs de revenus et plus visibles publiquement, deviennent des cibles lors des conflits et troubles sociaux. Le voyage vers l'Europe est dangereux et coûteux : les hommes partent fréquemment en premier pour établir un revenu et faciliter le regroupement familial.

*La rédaction n'a pas pu vérifier ce chiffre



Des échanges vifs

Mme. Cauwe, cheffe politique ID, a noté que la communication entre les groupes, le commissaire et le rapporteur est parfois difficile. Le PPE a soulevé la question de savoir si un trop grand nombre de demandes d'asile pourrait compromettre **la crédibilité du système** d'asile et a évoqué le faible taux de retour des demandeurs d'asile déboutés. La députée Boumaza (ID) a fait une déclaration particulièrement choquante.



On a “dead” ça niveau racisme en commission.

Députée Boumaza (ID)



Conflit de termes, la députée Bakali a demandé de retirer le terme « race » des textes et de le remplacer par « origine », estimant que le terme est raciste et hiérarchisant : **« C'est impardonnable d'avoir ce genre de mots qui veut dire qu'il y a différentes races, que celles de la race humaine. C'est une notion purement raciste. »**

Mme Bakali a critiqué la session : **« Une présidence qui se veut sociale et démocrate, mais qui laisse faire comme d'habitude. Les socio-traitres comme j'aime les appeler, complices de racisme, de fascisme, complices de néonazi. »** Pourtant, elle voit une possibilité de changement : **« On a quand même le PPE qui semble être assez ouvert à des propositions intéressantes. »** Cela pourrait-il signifier un tournant pour le PPE, qui avait affiché une rhétorique de droite lors de la séance plénière d'hier ?



© Charlotte Groß-Hohnacke

Défis et perspectives

En résumé, le rapporteur de la Commission LIBE, M. Velé (S&D), s'est exprimé de manière optimiste en cette première commission parlementaire. **Il espère parvenir rapidement à un accord avant le trilogue à venir !** M. Velé a souligné que la tâche principale était désormais de **défendre les droits fondamentaux** et de préserver la position des États membres, en particulier en ce qui concerne **la régulation des mouvements secondaires** et **la protection des droits fondamentaux**.

Il a insisté sur la nécessité de protéger les enfants et les familles ainsi que sur la flexibilité face aux crises : **« Et je pense que cette flexibilité, c'est un peu le point noir pour les États membres et surtout par rapport à leur position. Et donc j'espère me tromper parce que si j'ai commencé quelques discussions avec les pays qui mettaient plutôt favorables ou plutôt progressistes, en l'occurrence sur les droits de l'homme, j'espère que ça pourra se généraliser à l'échelle du Conseil. »**



La commission CULT ouvrait également ses débats ce matin, présidée par le député **Carlier** du groupe Renew Europe. Les discussions des député.e.s ont pris place à la suite des discours de Mesdames **Delmarche** et **Chery**, respectivement commissaire européenne et rapporteure S&D.

La matinée des débats a surtout été agitée, jonchée de nombreuses attaques *ad hominem* et **pratiquement une centaine de rappels aux règlements**. Les députés **Murat** (LV) et **Afkir** (ID) semblaient avant tout concernés par la médaille olympique du plus grand nombre de rappels au règlement (en en totalisant chacun plus de 10), au milieu d'un débat de fond trop rarement ravivé.

Une alliance de Renew à la gauche s'est par ailleurs rapidement dessinée quand bien même certains groupes ont émis des critiques sur le texte.

Les Verts ont notamment déploré l'absence totale de mention de l'écologie dans le texte, mettant en avant l'utilité de la nature dans l'éducation positive. **La Gauche**, plutôt discrète dans l'ensemble, a également fait remarquer **l'absence totale des mentions des enfants LGBTQIA+ dans le texte**.

Commission CULT : Renew est devenu de Gauche

L'opposition du groupe **Identité et Démocratie** s'est cristallisée autour des termes de "personnes racisées", de "fragilité blanche" et de "leaders communautaires". Un avis logiquement partagé par **CRE** qui déclare que le texte est " {la} porte ouverte vers la dérive qui peut détruire le citoyen de demain et le déclin de notre civilisation".

L'après-midi les débats ont été bien plus propices aux discussions de fond. La digestion et les négociations de couloir ont solidifié l'alliance de Renew à La Gauche. Tandis que, la rédaction des amendements a largement occupé les député.e.s **de la Gauche, d'ID, ainsi que le PPE, tous très vocaux au matin mais pratiquement mutique à l'après-midi**.

Un changement d'ambiance que le président Carlier salue, avançant que la "rigueur de travail dans la rédaction des amendements" était tout ce qui manquait à la commission pour avancer sur le texte.

En effet, quand bien même les débats sont restés animés, la messe semble dite. Les apports du texte de la Commissaire Delmarche sont globalement bien reçus par l'alliance du centre à la gauche, **alliance qui semble aussi peu fissurée qu'ouverte, puisque le PPE en est totalement écarté**. Interrogé à ce sujet, le député Murat n'a pas souhaité faire de commentaires sur une discussion avec le PPE. La droite ressort comme affaiblie et dépendante d'un consensus pour faire passer ses idées.

C'est surtout la position de Renew qui étonne, s'alliant avec toute la Gauche pour faire barrage à l'extrême-droite "néonazie", comme le dit la députée **Laguerre**, par ailleurs, rappelée à l'ordre par son groupe, cette décision tranchante et ce positionnement clair - oui, on parle bien de Renew - **peuvent déjà sceller le résultat**. Il reste à noter que des points d'accord unanime subsistent, notamment sur la question de la condamnation des bébés secoués.



PERSPECQUETIVE

Mercredi 31 Juillet 2024 • 26e année • N° 2 • Québec

Le Specqtacle

Jouez aux devinettes dans Perspecquétive, et qui sait, peut-être que vous en apprendrez un peu sur la SPECQUE...

En amont de la conférence de presse, qu'est-ce que Marianne Wetter a déclaré en office de "blague" ?

- a. Facsites, et on l'assume !
- b. Notre nationalisme manque résolument de socialisme
- c. Le journalisme libre est la lie du travail parlementaire dans l'Union Européenne
- d. Accorder le droit d'asile pour un État, c'est faire un pas vers le Stalinisme.

Qui Casline CHERY, rapporteuse en Commission CULT au Parlement européen, a-t-elle pris en exemple pour parler de groupes qui battent leurs enfants ?

- a. Les chrétiens hussites
- b. les associations d'amis de musées d'eure-et-loir
- c. la communauté musulmane
- d. Les familles des député.e.s européennes

Vrai ou Faux, Perspecquétive est ouvert à tout communiqué officiel - d'un groupe politique par exemple.

Vrai
ou
Faux

Combien de fois le groupe de la Gauche a-t-il pris la parole (rappel au règlement inclus) aujourd'hui en commission CULT ?

- a. Aucune, ils ont oublié
- b. 2 fois, le minimum pour sécuriser le salaire
- c. Entre 3 et 10 fois
- d. Plus de 50 fois, le groupe était en feu pour les VEO.

Les réponses du 30.07.2024 :

1 Eh bien en fait aucun, puisque la commission des présidences a rejeté la demande. Mais désormais, le groupe S&D se retrouve avec une député.e de gauche, dans leur sein.

2 Donald Trump,, référence en diplomatie et en survie aux attentats politiques

3 Vrai

4 C'est Thierry Vadnais-Lapierre



RAPPEL PRIX CITRON
!!! Décoration des portes de chambres !!!



PERSPECQUETIVE

Mardi 30 Juillet 2024 • 26e année • N° 2 • Québec

Restons en contact !



Sur Instagram :
[@specqtre](https://www.instagram.com/specqtre)



Podcast :
[Parlons Specque](#)